



CHÂTEAU DE VERSAILLES

**ETABLISSEMENT PUBLIC
DU CHATEAU, DU MUSEE ET DU DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES**

**RÈGLEMENT DE VISITE
DU MUSEE NATIONAL DES CHATEAUX DE VERSAILLES ET DE TRIANON**

Le président de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles par intérim,

Vu le code du patrimoine,

Vu le code pénal,

Vu le code de la sécurité intérieure,

Vu le code rural,

Vu le code de la propriété intellectuelle,

Vu le décret n° 2010-1367 du 11 novembre 2010 modifié relatif à l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la convention d'utilisation du 30 juin 2011 modifiée mettant à la disposition de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles divers immeubles de l'Etat,

Vu l'avis du comité social d'administration de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles du 12 février 2026,

Vu la délibération n°2026-I-5 du conseil d'administration de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles du 10 mars 2026,

DECIDE :

Article 1er : Le présent règlement a pour objet d'informer les visiteurs du musée (lequel correspond aux espaces des châteaux de Versailles et à ceux du Grand et du Petit Trianon, ainsi qu'à la salle du Jeu de Paume, à la galerie des Carrosses et à la galerie des Sculptures et des moulages) des conditions de visite. Il est destiné à assurer la sécurité des personnes, la préservation des lieux et des collections et la qualité de la visite.

Les agents d'accueil et de surveillance sont présents dans le musée pour informer les visiteurs et les assister en cas de difficulté.

Ils sont chargés de veiller au respect du règlement de visite.

Article 2 : Le présent règlement est applicable aux visiteurs du musée. Il est également applicable, sous réserve des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées :

- 1 - aux personnes ou groupements autorisés à utiliser certains locaux pour des réunions, réceptions, conférences, concerts, spectacles, cérémonies ou interventions diverses,
- 2 - à toute personne étrangère au service présente dans l'Etablissement public, même pour des motifs professionnels.

TITRE 1er – ACCES AU MUSEE

Article 3 : Les heures d'ouverture et de fermeture au public du musée sont fixées par décision du président de l'Etablissement public et affichées.

Article 4 : Le conseil d'administration ou le président de l'Etablissement public, selon le cas, fixe le montant des tarifs applicables et les conditions dans lesquelles certains visiteurs peuvent bénéficier de la gratuité ou d'une réduction de tarif. Les tarifs sont affichés en caisse.

Article 5 : L'entrée et la circulation dans le musée sont subordonnées à la possession d'un titre d'accès (billet, carte ou laissez-passer établi par une autorité habilitée), -sauf pour l'accès à la salle du Jeu de Paume, à la galerie des Carrosses et à la galerie des Sculptures et des moulages-, ainsi qu'au passage au contrôle de sécurité. En cas de présentation d'un titre d'accès frauduleux, l'accès au musée sera refusé au visiteur qui pourra néanmoins se retourner vers le revendeur à qui il a acheté ledit titre d'accès.

Les visiteurs ne doivent pas se dessaisir de ce titre, sa présentation pouvant être demandée à tout moment.

La fermeture d'une partie des espaces de visite n'entraîne ni réduction ni remboursement du titre d'accès.

Article 6 : L'accès aux espaces visitables est interdit aux enfants de moins de 12 ans non accompagnés d'un adulte.

Seules les poussettes d'une largeur inférieure ou égale à 75 centimètres sont admises dans les salles du musée.

Les fauteuils roulants sont, dans la mesure des possibilités d'accès, admis dans l'ensemble des parties du musée.

La direction de l'Etablissement public décline toute responsabilité pour les dommages éventuellement causés par ces véhicules ou subis par leurs occupants du fait de leur usage.

Article 7 : Il est interdit dans l'Etablissement public :

- 1 - d'introduire des armes et munitions,
- 2 - d'introduire des substances explosives, inflammables ou volatiles,
- 3 - d'introduire des objets dangereux, nauséabonds, excessivement lourds ou encombrants volumineux,
- 4 - d'introduire des objets pointus, tranchants ou contondants,
- 5 - d'introduire des œuvres d'art et objets d'antiquité,
- 6 - d'introduire des animaux,
- 7 - d'introduire des instruments de musique, des casques de moto et de vélo, des trottinettes, rollers, planches à roulettes et vélos pliables,
- 8 - d'introduire des générateurs d'aérosol (teinture, peinture et laque) ou tout autre produit contenant une substance ou un procédé susceptible d'endommager les œuvres, les bâtiments et/ou les équipements de sécurité,
- 9 - de consommer de la nourriture ou des boissons (à l'exception des bouteilles d'eau), sauf dans les espaces extérieurs et dans tous les autres espaces prévus à cet effet.

Par dérogation au point 1, les personnes suivantes sont autorisées à introduire dans l'Etablissement public des armes et munitions :

- les agents des administrations publiques chargés d'un service de police ou de répression, sous réserve que la direction de l'Etablissement public ait été avertie ;
- les personnes exerçant certaines activités privées de sécurité dans les conditions prévues par le code de la sécurité intérieure.

En application de l'article 88 de la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre social, les chiens guides d'aveugle ou les animaux d'assistance (i) accompagnant les personnes titulaires de la carte "mobilité inclusion" portant les mentions "invalidité" et "priorité" mentionnée à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles (ii) ou la personne chargée de leur éducation pendant toute leur période de formation, sont autorisés dans le musée, et ce par dérogation au point 6 du présent article.

Article 8 : L'accès au musée est arrêté 45 minutes avant l'heure de fermeture.

L'organisation de l'évacuation est décidée par les responsables de la surveillance en fonction de l'affluence et de l'éloignement de la sortie.

Le public est invité par les personnels d'accueil et de surveillance à se diriger vers la sortie de telle sorte que le dernier visiteur ait quitté les lieux à l'heure de fermeture.

TITRE II – CONSIGNE

Article 9 : Une consigne à des fins de sécurité est mise gratuitement à la disposition des visiteurs détenteurs d'un titre d'accès au musée pour y déposer, bagages (aux dimensions n'excédant pas 55x35x25 cm) et autres objets, dans les conditions et sous les réserves ci-après.

Article 10 : Les agents d'accueil et de surveillance de l'Etablissement public reçoivent les objets dans la limite des capacités de la consigne. Pour des motifs de sécurité, l'acceptation d'un sac ou paquet à la consigne peut être subordonnée à l'ouverture de ce sac ou paquet par le visiteur et au passage à la détection par rayonnement x. Les agents d'accueil et de surveillance de l'Etablissement public peuvent refuser les objets dont la présence ne leur paraît pas compatible avec la sécurité. Les détenteurs de tels objets ne pouvant accéder au musée conformément à l'article 7 du présent règlement, les agents pourront alors leur refuser l'accès.

Article 11 : Ne peuvent pas être déposés à la consigne, en sus des objets listés à l'article 7 :

- 1 - les sommes d'argent,
- 2 - les chèques et cartes de crédit,
- 3 - les objets de valeur, notamment les bijoux,
- 4 - les matériels photographiques, cinématographiques et audiovisuels, à l'exception des pieds et supports,
- 5 - le matériel informatique et les téléphones portables,
- 6 - les vêtements.

Les dépôts en méconnaissance des dispositions du présent article se feront aux risques et périls du déposant.

Article 12 : En cas de perte, dégradation ou d'incapacité de restituer un objet ou un ensemble d'objets déposés à la consigne, il est alloué au déposant une indemnisation.

La direction de l'Etablissement public décline toute responsabilité pour les vols d'objets non déposés à la consigne.

Article 13 : Tout dépôt à la consigne doit être retiré le jour même avant la fermeture de la consigne.

Les objets non retirés à la fermeture sont considérés comme des objets trouvés.

Article 14 : Les objets trouvés dans l'enceinte de l'Etablissement public sont portés et centralisés au poste central du musée (téléphone : 01.30.83.75.55) et sont conservés pour une durée de 3 mois.

Les pièces d'identité, passeports, permis de conduire français sont adressés à la police municipale de Versailles dans les 10 jours. Les denrées périssables sont conservées jusqu'à l'heure de fermeture du musée puis jetées le jour même.

Après le délai de 3 mois, les objets de valeur (smartphones, appareils photo, caméra go pro ...) sont confiés au service des domaines (Direction générale des finances publiques).

TITRE III - COMPORTEMENT GENERAL DES VISITEURS

Article 15 : Une parfaite correction est exigée tant vis-à-vis du personnel que de toute personne présente dans l'Etablissement public. Toute menace, violence, voie de fait, injure, diffamation ou tout outrage dont les personnels du musée pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions donne lieu à poursuites. Les visiteurs doivent se présenter dans une tenue correcte ne générant pas de trouble à la tranquillité publique.

Il est en particulier interdit de circuler dans le musée déchaussé ou torse nu.

Article 16 : Dans l'intérêt de la protection du patrimoine, qui est leur bien commun, il est interdit aux visiteurs :

- 1 - de toucher aux œuvres et aux décors,
- 2 - de franchir les mises à distance et les dispositifs destinés à la protection des espaces et des œuvres, ainsi qu'à la circulation des visiteurs,
- 3 - d'examiner les œuvres à la loupe,

- 4 - de s'appuyer sur les vitrines, les socles et autres éléments de présentation,
- 5 - d'apposer des graffiti, inscriptions, marques ou salissures en tout endroit du musée,
- 6 - de se livrer à des courses, bousculades, glissades ou escalades,
- 7 - de gêner la circulation des visiteurs et d'entraver les passages et issues, notamment en s'asseyant dans les escaliers,
- 8 - d'ouvrir les fenêtres et de pénétrer sur les balcons,
- 9 - de s'allonger sur les banquettes,
- 10 - d'abandonner, même quelques instants, des objets personnels,
- 11 - de manipuler sans motif un boîtier d'alarme incendie ou des moyens de secours (extincteur, robinet d'incendie armé, colonne humide, etc.),
- 12 - de fumer, de vapoter et de cracher dans l'enceinte du musée,
- 13 - de manger ou boire en dehors des lieux prévus à cet effet,
- 14 - de jeter à terre des papiers ou détritrus, notamment de la gomme à mâcher (chewing-gum),
- 15 - de gêner les autres visiteurs par toute manifestation, et notamment par l'écoute d'appareils ou par l'utilisation de téléphones portables. L'usage du téléphone portable ou d'un appareil numérique de type tablette, etc., est néanmoins toléré dans le cadre de l'écoute et/ou de la visualisation des contenus que le musée met à disposition des visiteurs ou via des applications spécifiques développées en partenariat avec le musée,
- 16 - d'utiliser tout aéronef télépiloté sans autorisation écrite préalable du président,
- 17 - de procéder à des quêtes dans l'enceinte de l'Etablissement public,
- 18 - de se livrer à tout commerce, publicité, propagande ou racolage,
- 19 - de changer les enfants en bas âge, sauf aux endroits prévus et indiqués à cet effet,
- 20 - de porter une autre personne, et notamment un enfant, sur ses épaules.

Les interdictions portées aux points 1 à 3 ci-dessus peuvent faire l'objet de dérogations individuellement consenties par le président de l'Etablissement public, notamment en faveur des personnes malvoyantes.

Article 17 : Lorsque les circonstances le justifient, les membres du personnel de surveillance désignés à cet effet peuvent demander aux visiteurs d'ouvrir leurs bagages en tout endroit du musée.

Les visiteurs sont tenus de déférer aux injonctions qui leur sont adressées par le personnel du musée dans le but d'assurer le respect du présent règlement.

Les objets abandonnés peuvent être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

En cas de circonstances exceptionnelles, des dispositions d'alerte peuvent être prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties et pouvant comprendre une inspection visuelle des bagages et des vêtements par le personnel d'accueil et de surveillance.

TITRE IV - DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPES

Article 18 : Les visites de groupes se font sous le contrôle d'un responsable qui s'engage à faire respecter l'ensemble du présent règlement, l'ordre et la discipline du groupe.

Article 19 : Les visiteurs en groupe ne doivent en aucun cas gêner les autres visiteurs. Chaque membre du groupe demeure à proximité du responsable.

Article 20 : L'effectif de chaque groupe ne peut excéder 30 personnes. En cas de circonstances exceptionnelles et sur décision de la direction de l'Etablissement public, l'effectif des groupes est temporairement modifiable.

Pour les groupes scolaires, il est exigé au minimum un accompagnateur pour dix enfants de l'école primaire et un pour quinze enfants à partir du collège.

Article 21 : Les visites guidées se font sous la conduite des personnes désignées ci-après, qui seules ont droit de parole et doivent porter un badge apparent :

- 1 - les conservateurs des musées nationaux, ainsi que tout conservateur de musée titulaire d'une carte professionnelle délivrée ou reconnue par le ministère de la Culture,
- 2 - dans le cadre de leurs fonctions, les chargés de mission et conférenciers des musées nationaux, ainsi que les membres du personnel d'accueil et de surveillance autorisés par le président de l'Etablissement public,
- 3 - les guides interprètes titulaires de la carte professionnelle de guide, ainsi que les guides auxiliaires porteurs d'une autorisation préfectorale en cours de validité ; ceux-ci doivent être munis d'un badge mentionnant le jour et l'heure auxquels le groupe est autorisé à entrer dans le musée (plus ou moins un quart d'heure), et présenter leur titre de visite à l'entrée ainsi qu'à toute requête du personnel du musée,
- 4 - l'enseignant conduisant ses élèves,
- 5 - les personnes individuellement autorisées par le président de l'Etablissement public.

Article 22 : L'exercice du droit de parole devant un groupe est soumis à l'obtention préalable d'une réservation ou d'une autorisation du président de l'Etablissement public.

Les agents de l'Etablissement public veillent au respect de ces prescriptions. Le cas échéant, ils sont habilités à interdire le commentaire, en cas de forte affluence et pour assurer la sécurité des visiteurs. En cas d'incident sur le site, tout guide interprète ou accompagnateur de groupe avec droit de parole, doit à la demande d'un agent de l'Etablissement public, présenter sa carte officielle de guide ou son titre professionnel lui donnant le droit de parole, ainsi que son justificatif de réservation. A défaut de présentation de ces documents, tout guide conférencier national ou accompagnateur sera reconduit par des agents de l'Etablissement public à la sortie de l'Etablissement public. En cas de récidive, une interdiction d'accès pourra être prononcée à l'encontre du contrevenant.

Article 23 : Le président de l'Etablissement public peut à tout moment restreindre les conditions habituelles d'accès et de visite des groupes, en fonction notamment des capacités d'accueil du musée.

TITRE V - PRISES DE VUES, ENREGISTREMENTS, COPIES ET ENQUETES

Article 24 : Sauf mention contraire, les prises de vue photographiques et les enregistrements vidéo par les visiteurs du musée (non professionnels) sont autorisés pour des usages privés dans l'ensemble des espaces muséographiques. Elles peuvent néanmoins faire l'objet d'une interdiction signalée à l'entrée des salles ou à proximité des œuvres.

Article 25 : Sont soumis à une autorisation particulière préalable du président de l'Etablissement public :

- le tournage de films,
- l'enregistrement d'émissions radiophoniques ou de télévision,
- la photographie/vidéo réalisée à des fins :
 - professionnelles,
 - publicitaires/de mode,
 - et plus généralement à des fins à caractère commercial,
- les prises de vues photographiques ou vidéographiques des œuvres exposées au sein du musée et encore soumises au droit d'auteur en application du code de la propriété intellectuelle, sauf dans les cas d'exception au droit d'auteur limitativement prévus à l'article L122-5 du code de la propriété intellectuelle.

Article 26 : Pour la protection des œuvres comme pour le confort des visiteurs :

- l'usage des flashes, des lampes et autres dispositifs d'éclairage est interdit dans l'ensemble des salles du musée,
- l'usage de pieds, de perches, de rails ou de supports est soumis à autorisation particulière préalable du président de l'Etablissement public.

Toute prise de vue ne doit pas :

- Porter atteinte à l'intégrité des œuvres,
- Gêner la circulation des visiteurs,
- Gêner le confort des visiteurs.

Article 27 : Il est interdit de photographier les installations et équipements techniques de l'Etablissement public.

Tout enregistrement, prise de vue ou prise de son dont le public et le personnel de l'Etablissement public pourraient faire l'objet nécessite, outre l'autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public, l'accord écrit préalable des intéressés.

Le musée décline toute responsabilité en cas d'infraction à ces dispositions.

Article 28 : L'exécution de copies d'œuvres du musée nécessite une autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public.

Les bénéficiaires sont tenus de se conformer à la réglementation en vigueur et aux prescriptions particulières qui leur sont communiquées en ce qui concerne notamment la protection des œuvres à copier, le bon ordre et les droits d'auteur éventuels.

Article 29 : Toute enquête, tout sondage d'opinion auprès des visiteurs et des membres du personnel sont soumis à une autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public.

TITRE VI - SECURITE DES PERSONNES, DES OEUVRES ET DU MUSEE

Article 30 : Les visiteurs s'abstiennent de tout acte susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens.

Article 31 : Il est demandé aux visiteurs de signaler immédiatement tout accident ou événement anormal à un agent de surveillance.

Article 32 : Dans le cas d'un début d'incendie, le plus grand calme doit être observé.

Dès que l'alarme retentit, l'évacuation du bâtiment est nécessaire. Il y est procédé dans l'ordre et la discipline sous la conduite du personnel d'accueil et de surveillance, conformément aux consignes reçues par ce dernier.

Article 33 : En cas d'accident ou de malaise, il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours.

Si parmi les visiteurs un médecin, un infirmier ou un secouriste intervient, il lui est demandé de demeurer auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à l'évacuation ; il est invité à justifier de sa qualité professionnelle et à laisser son nom et son adresse à l'agent de surveillance présent sur les lieux.

Article 34 : Aux heures d'ouverture du château de Versailles, tout enfant égaré dans le musée ou le domaine est conduit au poste central du musée où il est pris en charge par le service de l'accueil et de la surveillance du musée. Tout enfant égaré aux châteaux de Trianon est conduit au poste central du Grand Trianon aux heures d'ouverture du Domaine de Trianon où il est pris en charge par le service de l'accueil et de la surveillance de Trianon. Il est ensuite fait appel à la police.

Aux heures de fermeture du château de Versailles et des châteaux de Trianon, le domaine pouvant être ouvert, tout enfant égaré est pris en charge par le service de l'accueil et de la surveillance du domaine. La police est immédiatement informée.

Article 35 : Aucune œuvre exposée ne pouvant être enlevée ou déplacée en présence du public pendant les heures d'ouverture du musée, tout visiteur qui serait témoin de l'enlèvement d'une œuvre est habilité à donner l'alerte. Conformément à l'article R. 642-1 du code pénal, chacun est tenu de prêter main-forte au personnel du musée lorsque le concours des visiteurs est requis.

TITRE VII - RESPECT DU REGLEMENT

Article 36 : Le public doit se conformer aux instructions et recommandations des agents du musée.

Article 37 : Le non-respect des prescriptions du présent règlement expose le contrevenant à l'expulsion du musée et, le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

Article 38 : Les agents assermentés sont habilités à dresser des procès-verbaux pour les infractions au présent règlement.

Article 39 : Quiconque aura intentionnellement mutilé, dégradé ou menacé d'endommager le musée, ses collections ou les objets destinés à son entretien et à sa mise en valeur s'expose à des poursuites en application des articles 322-1 et suivants du code pénal.


Article 40 : Toute agression verbale ou physique commise par un visiteur à l'encontre d'un agent de l'Etablissement public fera l'objet d'une expulsion de l'établissement et pourra faire l'objet de poursuites conformément aux dispositions du code pénal.

Article 41 : L'Etablissement public ne pourra être tenu responsable des accidents résultant des infractions au présent règlement.

Article 42 : Les réclamations et observations des visiteurs sont à adresser à l'adresse électronique suivante : <https://www.chateauversailles.fr/contact>

Article 43 : Le président de l'Etablissement public et les agents en poste sont chargés de l'application du présent règlement qui est porté à la connaissance du public par voie d'affichage et par tout autre moyen.

Fait à Versailles, le 26 mars 2026



Pierre-Emmanuel Lecerf

Pierre-Emmanuel Lecerf
Administrateur général



CHÂTEAU DE VERSAILLES

RÈGLEMENT DE VISITE ET DE CIRCULATION DU DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES ET DE TRIANON

Le Président de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles
par intérim,

Vu le code du patrimoine,

Vu le code de la route,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le code pénal,

Vu le code de la propriété intellectuelle,

Vu le code de la santé publique,

Vu la loi n°87-588 du 30 juillet 1987 modifiée portant diverses mesures d'ordre social,

Vu le décret n°2010-1367 du 11 novembre 2010 modifié relatif à l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le décret du 21 février 2024 portant nomination du président de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le décret n° 2025-582 du 27 juin 2025 relatif aux espaces sans tabac et à la lutte contre la vente aux mineurs des produits du tabac et du vapotage,

Vu l'arrêté du 27 avril 1999 modifié pris pour l'application de l'article 211-1 du code rural et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, faisant l'objet des mesures prévues aux articles 211-1 à 211-5 du même code,

Vu l'arrêté du 3 décembre 2020 relatif à la définition des scénarios standard nationaux et fixant les conditions applicables aux missions d'aéronefs civils sans équipage à bord exclues du champ d'application du règlement (UE) 2018/1139,

Vu l'arrêté du 3 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs sans équipage à bord,

Vu l'arrêté du 21 juillet 2025 fixant les périmètres et les modèles de signalisation prévus respectivement aux articles R. 3512-2 et R. 3512-7 du code de la santé publique,

Vu la convention d'utilisation du 30 juin 2011 modifiée mettant à la disposition de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles divers immeubles de l'Etat,

Vu l'avis du comité social d'administration de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles du 12 février 2026,

Vu la délibération n°2026-I-6 du conseil d'administration de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles du 10 mars 2026,

Vu le règlement sanitaire départemental des Yvelines,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le présent règlement a pour objet d'informer les visiteurs des conditions dans lesquelles ils peuvent visiter le Domaine national de Versailles et de Trianon (« cour d'honneur du château », « Jardins de Versailles », « Parc de Versailles », « Domaine de Trianon », « pièce d'eau des Suisses », identifiés au sein du plan en annexe 1). Il est destiné à assurer la sécurité des personnes et des biens, la préservation du site et la qualité de la visite.

Des agents d'accueil et de surveillance sont présents sur le Domaine pour informer les visiteurs et les assister en cas de difficulté.

Ils sont chargés de veiller au respect du règlement de visite. Les agents assermentés peuvent dresser des procès-verbaux en cas d'infraction au présent règlement.

TITRE I – PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 2 : Le présent règlement est applicable aux visiteurs du Domaine national de Versailles et de Trianon et, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées :

1 - aux personnes ou groupements autorisés à utiliser certains espaces pour des activités commerciales ou non commerciales, des réunions, réceptions, conférences, concerts, spectacles, cérémonies ou interventions diverses ;

2 - à toutes personnes étrangères à l'Etablissement public présentes dans l'enceinte du Domaine, même pour des motifs professionnels.

Article 3 : Les heures d'ouverture et de fermeture au public du Domaine sont fixées par décision du président de l'Etablissement public et affichées aux entrées du Domaine (annexe 2).

Article 4 : L'accès au « Domaine de Trianon » est soumis au paiement d'un droit d'entrée conformément aux tarifs fixés par le conseil d'administration de l'Etablissement public, et aux horaires fixés par décision du président de l'Etablissement public.

Article 5 : Si les circonstances l'exigent, le président de l'Etablissement public se réserve le droit de fermer le Domaine au public et de modifier le circuit de circulation et/ou les horaires d'ouverture et de fermeture du Domaine.

Article 6 : Les enfants visitant le Domaine restent placés sous l'entière responsabilité des adultes qui les accompagnent.

TITRE II - COMPORTEMENT GENERAL

Article 7 : Une parfaite correction est exigée tant vis-à-vis du personnel que de toute personne présente dans l'Etablissement public. Toute menace, violence, voie de fait, injure, diffamation ou tout outrage

dont les personnels de l'Etablissement public pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions donne lieu à poursuites.

A l'intérieur du Domaine, il est interdit :

- 1 - d'apposer des affiches ou des écriteaux mobiles et extérieurement, d'en apposer sur les murs et les grilles qui l'entourent, sauf autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public ;
 - 2 - de quêter ou d'effectuer des sondages ou enquêtes sans autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public ;
 - 3 - d'exploiter le Domaine, à quelque titre que ce soit, pour l'exercice d'une activité commerciale sans autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public, de distribuer ou de vendre des imprimés, journaux, insignes et quelque objet que ce soit, à l'exception des objets ou documents vendus par les concessionnaires ou les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;
 - 4 - de déposer des déchets ou objets quelconques en dehors des corbeilles et containers réservés à cet usage ;
 - 5 - de cueillir des fleurs, des fruits ou des légumes, de ramasser des champignons ;
 - 6 - de chasser, tirer avec une arme quelconque, de poser des pièges, de lancer des pierres ou des branches, de nourrir, tuer ou dénicher les oiseaux ou autres animaux, ainsi que de s'adonner à toute activité de pêche quelle qu'en soit la forme (y compris la pêche magnétique ou « pêche à l'aimant »), sans autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public ;
 - 7 - de laisser en liberté les animaux. A l'exception des chiens dits d'attaque appartenant à la première catégorie ainsi que des chiens de garde et de défense appartenant à la deuxième catégorie, telles que définies par l'arrêté susvisé du 27 avril 1999 modifié, lesquels sont interdits dans l'ensemble du Domaine, les autres types de chiens sont autorisés exclusivement à l'intérieur du « Parc de Versailles ». Ils doivent impérativement être tenus en laisse conformément à l'article 99-6 du règlement sanitaire départemental des Yvelines, c'est-à-dire reliés physiquement à la personne qui en a la garde. Les propriétaires d'animaux sont responsables des souillures occasionnées dans les espaces publics et doivent, le cas échéant, procéder à leur nettoyage immédiat.
- Dans l'enceinte de la « cour d'honneur du château », des « Jardins de Versailles » et du « Domaine de Trianon », les animaux, même tenus en laisse, sont strictement interdits, hormis les chiens guides d'aveugle ou les animaux d'assistance accompagnant (i) les personnes titulaires de la carte « mobilité inclusion » portant les mentions « invalidité » et « priorité », prévue à l'article L241-3 du code de l'action sociale et des familles (ii) ou la personne chargée de leur éducation pendant toute leur période de formation, en application de l'article 88 de la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987 susvisée.
- 8 - de se livrer à des jeux pouvant gêner les promeneurs ou provoquer des accidents, notamment en utilisant des cerfs-volants ou en se livrant à des activités de glisse aéro-tractée. Toutefois, les jeux de ballon, sous réserve qu'ils ne provoquent aucune gêne aux visiteurs et qu'ils ne dégradent en aucune manière le Domaine, sont tolérés uniquement dans le « Parc de Versailles » aux emplacements suivants : espace vert dit « Anciennes Pépinières » compris entre la grille de la Reine et la porte Saint-Antoine, ainsi qu'au sein de l'espace vert compris entre la grille de la Reine, la grille de Cérès et la grille de Neptune.
 - 9 - de se livrer à des activités bruyantes, à l'exception des animations autorisées par le président de l'Etablissement public, en produisant des bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur forte charge informative ou leur caractère agressif, tels que ceux produits par :

- Les cris et les chants de toute nature, notamment publicitaires, les émissions vocales et musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore ;
- L'usage d'instruments de musique, sifflets, sirènes ou appareils analogues ainsi que de jouets ou objets bruyants ;

- L'usage de tous appareils à diffusion sonore, à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement avec des écouteurs. L'usage des appareils à diffusion sonore est néanmoins toléré dans le cadre de l'écoute et/ou de la visualisation des contenus mis à disposition des visiteurs par l'Etablissement public ou via des applications spécifiques développées en partenariat avec l'Etablissement public.
- Les tirs de pétards, artifices, et tous autres engins, objets et dispositifs bruyants similaires.

10 – d'introduire et d'utiliser sans autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public tout modèle réduit, roulant, flottant ou aérien, ainsi que tout aéronef télépiloté, y compris tout drone de loisir, tel que défini par les deux arrêtés du 3 décembre 2020 susvisés ;

11 – d'introduire et d'utiliser tout appareil de détection de métaux ;

12 – d'introduire tout objet ou substance illicite ;

13 – de circuler dans une tenue susceptible de générer un trouble à la tranquillité publique. Il est en particulier interdit de circuler dans le domaine déchaussé ou torse nu.

14 - d'allumer du feu, de camper, de manger dans la cour d'honneur du château et les Jardins de Versailles et d'organiser des repas champêtres en dehors des aires de pique-nique aménagées à cet effet ;

15 – de procéder sans autorisation préalable et écrite du président de l'Etablissement public à des prises de vue photographiques ou vidéographiques nécessitant l'emploi d'un appareil sur pied ou de sources particulières d'éclairage, à des tournages de films, à des enregistrements d'émissions radiophoniques ou de télévision, à des prises de vue photographiques ou vidéographiques réalisées à des fins professionnelles, publicitaires/de mode, et plus généralement à des fins à caractère commercial. Pour les œuvres exposées au sein du domaine national de Versailles et encore soumises au droit d'auteur en application du code de la propriété intellectuelle, il est interdit de procéder à des prises de vues photographiques ou vidéographiques sans l'accord écrit préalable du président de l'Etablissement public, sauf dans les cas d'exception au droit d'auteur limitativement prévus à l'article L.122-5 du code de la propriété intellectuelle.

16 - L'exécution de copies d'œuvres dans le Domaine nécessite une autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public. Les bénéficiaires sont tenus de se conformer à la réglementation en vigueur et aux prescriptions particulières qui leur sont communiquées en ce qui concerne notamment la protection des œuvres à copier, le bon ordre et les droits d'auteur éventuels.

17 - de photographier le personnel de l'Etablissement public sans autorisation préalable des intéressés ;

18 – de photographier les installations et équipements techniques ;

19 - d'organiser une manifestation à l'intérieur du Domaine, sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du président de l'Etablissement public. Tout rassemblement de personnes notamment en vue de la réalisation de photographies est formellement interdit dans la cour d'honneur du château et les Jardins de Versailles, et exclusivement toléré, à des fins strictement privées et non commerciales, dans le Parc de Versailles et le Domaine de Trianon (moyennant pour ce dernier paiement du droit d'entrée prévu à l'article 4 ci-dessus). Aucune collation n'est autorisée. L'accès en véhicule s'effectue par la Grille de la Reine et la porte Saint-Antoine moyennant paiement du droit d'entrée prévu à l'article 16 ci-dessous.

20 - de consommer des boissons alcoolisées en dehors des points de restauration présents dans le Domaine ;

21 – de fumer dans les jardins et les parcs ;

22 – de former des rassemblements de caractère cultuel ou politique ;

23 – de se soulager en dehors des lieux prévus à cet effet.

Article 8 : En fonction du niveau d'alerte Vigipirate, des contrôles, systématiques ou aléatoires, des bagages peuvent être organisés aux entrées du Domaine.

Lorsque les circonstances le justifient, les membres du personnel de surveillance désignés à cet effet peuvent demander aux visiteurs d'ouvrir leurs bagages en tout endroit du Domaine.

Les visiteurs sont tenus de se soumettre aux injonctions qui leur sont adressées par les agents de l'Etablissement public dans le but d'assurer le respect du présent règlement.

Les objets abandonnés peuvent être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

En cas de circonstances exceptionnelles, des dispositions d'alerte peuvent être prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties et pouvant comprendre une inspection visuelle des bagages et des vêtements par le personnel d'accueil et de surveillance.

Article 9 : Les objets trouvés dans le Domaine sont portés et centralisés au poste central du musée (téléphone : 01.30.83.75.55), où les visiteurs sont invités à les retirer et sont conservés pour une durée de trois mois. Passé ce délai, les objets de valeur (smartphones, appareils photo, caméras go pro ...) sont confiés au service des domaines (Direction générale des finances publiques).

Les pièces d'identité, passeports, permis de conduire français sont adressés à la police municipale de Versailles dans les 10 jours. Les denrées périssables sont conservées jusqu'à l'heure de fermeture du musée puis jetées le jour même.

TITRE III - SAUVEGARDE DU DOMAINE

Article 10 : Le Domaine national de Versailles, classé au titre des monuments historiques, est un site naturel fragile.

Dans l'intérêt de la protection du patrimoine, qui est leur bien commun, et des équipements mis à leur disposition, il est notamment interdit aux visiteurs :

- 1 - de détériorer ou de déraciner les plantations, de cueillir les fleurs, de couper le feuillage, de mutiler les arbres et arbustes, de grimper dans les arbres ;
- 2 - de marcher et/ou stationner sur les gazons ou parterres, de s'y étendre, de pénétrer dans tout espace clos : massif, bois ou sous-bois ;
- 3 - de pratiquer du ski et/ou de la luge ou toute autre activité de glisse dans l'enceinte du Domaine ;
- 4 - d'apposer toute inscription sur les murs, balustrades, treillages, rochers ou arbres, de les dégrader ou de les escalader ;
- 5 - d'apposer toute inscription sur les statues et vases, de les toucher, de les dégrader et de les escalader ou de détériorer leurs housses ;
- 6 - d'une manière générale, d'entreprendre toute action susceptible d'engendrer une dégradation du Domaine ou de ses installations techniques ou de sécurité ;
- 7 - de circuler sur les margelles ou les rebords de bassins, de pénétrer dans les bassins ou pièces d'eau, de se pencher au-dessus, de s'y baigner ou d'y laisser des animaux s'y baigner, d'y jeter des pierres ou des objets, d'y pêcher ; en période de gel, de descendre sur les pièces d'eau ou bassins et d'y patiner ;
- 8 - de s'asseoir sur les balustrades ;
- 9 - de pénétrer par effraction ou escalade dans les bâtiments ou bosquets ;
- 10 - de rester ou de s'introduire par effraction ou escalade dans le Domaine après la fermeture des grilles ;
- 11 - de franchir les dispositifs de protection ou de sécurité installés de façon permanente ou ponctuelle ;

- 12 - de détériorer les panneaux de signalisation ou d'en modifier le sens ;
- 13 - d'ouvrir ou de manœuvrer les plaques, robinets ou appareils nécessaires à l'entretien des jardins et des fontaines ;
- 14 - de construire tout abri, d'installer des parasols et des tentes ;
- 15 - d'installer des jeux prenant appui sur des arbres ou des constructions ;
- 16 - de stationner tout véhicule à moteur en marche arrière, afin de protéger des gaz d'échappement les façades des bâtiments au sein du Domaine ainsi que les rampes d'accès.

TITRE IV - SECURITE DU PUBLIC

Article 11 : À tout moment, pour des raisons impérieuses de sécurité ou de sûreté, des dispositions peuvent être prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties.

Article 12 : Tout accident ou incident doit être signalé dans les plus brefs délais aux agents de l'Etablissement public en fonction dans le Domaine.

Article 13 : En cas d'accident ou de malaise, il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours.

Si, parmi les visiteurs, un médecin, un infirmier ou un secouriste intervient, il lui sera demandé de demeurer auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à son évacuation. Il est invité à justifier de sa qualité professionnelle à l'agent d'accueil et de de surveillance présent sur les lieux et à lui laisser son nom et son adresse.

Article 14 : Tout enfant égaré dans le Domaine est conduit au poste central durant les heures d'ouverture du musée. Aux heures de fermeture du musée, le Domaine pouvant être ouvert, tout enfant égaré est pris en charge par le service de l'accueil et de la surveillance du domaine. La police est immédiatement informée.

Article 15 : Le domaine national de Versailles est placé sous vidéoprotection dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Pour toute question concernant le fonctionnement du dispositif de vidéoprotection, il convient de s'adresser à la direction de l'accueil et de la surveillance.

TITRE V - CIRCULATIONS

Article 16 : L'accès au Domaine par la grille de la Reine et la porte Saint-Antoine des véhicules à moteur est soumis au paiement d'un droit d'entrée. Les tarifs sont fixés par le conseil d'administration de l'Etablissement public.

Article 17 : Les agents de surveillance de l'Etablissement public peuvent effectuer un contrôle visuel du coffre de tout véhicule à l'entrée et à la sortie du Domaine.

Article 18 : L'entrée du Domaine est interdite aux caravanes, camping-cars et aux poids-lourds de plus de 3,5 tonnes, 4 mètres de hauteur et/ou 2,5 mètres de large sauf autorisation écrite et préalable du

président de l'Etablissement public, hormis les véhicules spécialement aménagés sur présentation d'une carte d'invalidité.

Article 19 : La circulation des véhicules dans le Domaine est soumise aux règles du code de la route et aux consignes de circulation de l'Etablissement public, disponibles aux entrées véhiculées du Domaine et sur le site internet de l'Etablissement public.

Article 20 : La vitesse maximale des véhicules dans le Domaine est strictement limitée à 30 km/h sur les voies carrossables autorisées, et à 10 km/h dans les Jardins de Versailles et les zones sensibles pour les personnes autorisées à y circuler.

Article 21 : La circulation de tous les véhicules à moteur, même après acquittement du droit d'entrée, est interdite en dehors des voies qui leur sont destinées.

Article 22 : Les conditions de circulation peuvent être temporairement ou définitivement modifiées par le président de l'Etablissement public, dans le but de la préservation du site.

Article 23 : La pratique du tout-terrain est interdite.

Article 24 : Des parcs de stationnement sont aménagés pour les véhicules à moteur (voitures, cyclomoteurs, motos et vans). Ils sont réservés aux visiteurs du Domaine et donc aux stationnements ponctuels, le stationnement de longue durée étant interdit sous peine d'enlèvement du véhicule concerné. Il est interdit de stationner en dehors des aires de stationnement aménagées, notamment sur les pelouses, à proximité des arbres et sur les bouches d'incendie, de procéder au nettoyage, entretien, vidange et autres réparations des véhicules. Tous éléments extérieurs amenés par les visiteurs ne doivent pas être accrochés aux éléments du parc (grilles, arbres, etc.) s'ils ne sont pas expressément conçus et indiqués pour cet usage.

En cas de nécessité, le stationnement temporaire de véhicules sur des zones non aménagées peut être toléré sur autorisation préalable du président de l'Etablissement public.

Hors des emplacements aménagés, le stationnement doit être de courte durée et hors des perspectives.

Les véhicules stationnant dans le Parc de Versailles au-delà des heures de visite peuvent faire l'objet de contraventions et d'enlèvement.

Les parkings de la grande et de la petite Ecurie sont réservés aux seuls véhicules disposant d'une autorisation d'accès à jour, délivrée par la Direction de l'accueil et de la surveillance de l'Etablissement public. A l'exception des résidents de la grande et de la petite Ecurie disposant d'un droit de stationnement permanent, les propriétaires des véhicules stationnant en dehors des plages horaires autorisées, ou qui ne disposent pas d'autorisation à jour, pourront être verbalisés par les agents assermentés.

Le président de l'Etablissement public se réserve le droit de faire évacuer, aux frais du propriétaire, tout véhicule en infraction.

Article 25 : L'établissement public décline toute responsabilité en cas de disparition ou dommage survenu à un véhicule.

Article 26 : Circulation dans la cour d'honneur du château

La cour d'honneur est interdite aux véhicules des visiteurs sauf autorisation écrite préalable du président de l'Etablissement public.

La cour d'honneur est accessible aux véhicules des visiteurs titulaires de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité », « priorité » et/ou « stationnement pour personnes handicapées », prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles.

Les véhicules fonctionnant avec du gaz de pétrole liquéfié (GPL) sont interdits dans la cour d'honneur.

Article 27 : L'usage des bicyclettes, même tenues à la main, est interdit dans l'enceinte des Jardins de Versailles, dans la cour d'honneur des châteaux de Versailles et de Trianon, dans l'enceinte du Domaine de Trianon ; il est autorisé dans le Parc de Versailles sur les voies de circulation autorisées dès lors que leur utilisation ne constitue pas un danger pour les piétons.

Dans l'enceinte des Jardins, dans la cour d'honneur des châteaux de Versailles et de Trianon, dans l'enceinte du Domaine de Trianon, la circulation à bicyclette est autorisée pour les personnes munies d'un badge apparent de l'Etablissement public en cours de validité et s'y déplaçant pour des raisons professionnelles.

L'usage des modes de transport de type trottinettes, gyropodes, monoroues, est interdit dans l'enceinte des Jardins, dans la cour d'honneur des châteaux de Versailles et de Trianon, dans l'enceinte du Domaine de Trianon ; il est autorisé dans le Parc de Versailles sur les voies carrossables.

L'accrochage des bicyclettes aux grilles ou autres éléments fixes (tels que notamment les arbres) est interdit.

Article 28 : L'accès au Domaine des personnes à cheval s'effectue soit par la grille de la Reine, soit par la porte Saint-Antoine et est soumis au paiement d'un droit d'entrée.

Les promenades à cheval sont permises selon un parcours spécifique au sein du Parc de Versailles exclusivement.

Les promenades en attelage sont permises dans le Parc-de Versailles sur autorisation écrite et préalable du président de l'Etablissement public.

Sauf autorisation écrite contraire du président de l'Etablissement public, les promenades à cheval sont strictement interdites sur tous les autres espaces du Domaine et doivent impérativement se faire au pas. Les agents d'accueil et de surveillance sont habilités à faire mettre pied à terre en cas de constatation d'une situation de nature à provoquer une pratique équestre dangereuse. Chaque cavalier doit veiller au ramassage des déjections produites par son cheval tout au long de son parcours. Le stationnement de tout van de transport de chevaux est possible dans les parcs de stationnement mentionnés à l'article 24 et dans le respect des dispositions prévues au présent titre V.

TITRE VI - RESPECT DU REGLEMENT

Article 29 : Le public doit se conformer aux instructions et recommandations des agents du Domaine.

Article 30 : Le président de l'Etablissement public et les agents assermentés sont habilités à dresser des procès-verbaux des infractions au présent règlement.

Article 31 : Sanctions :

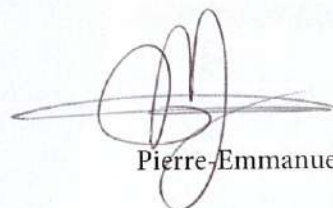
- 1- Les contrevenants au titre II du présent règlement (Comportement général) pourront être expulsés du Domaine.
Les contrevenants au titre III du présent règlement (Sauvegarde du Domaine) feront l'objet de verbalisations et encourront les sanctions prévues aux articles 322-1 et suivants du code pénal.
- 2- Les contrevenants au titre V du présent règlement (Circulations) pourront être verbalisés par les agents assermentés ou par les forces de police, ou poursuivis pour non-respect du code de la route sur plainte déposée par les agents assermentés de l'Etablissement public.
Leur véhicule pourra faire l'objet d'une mesure d'interdiction d'accès au Domaine.
Les contrevenants aux articles 24, 25 et 26 du titre V du présent règlement (Circulations) pourront être expulsés du Domaine.
- 3- Quiconque aura intentionnellement mutilé, dégradé ou menacé d'endommager le Domaine ou les objets destinés à son entretien et à sa mise en valeur s'expose à des poursuites en application des articles 322-1 et suivants du code pénal.
- 4- Toute agression verbale ou physique commise par un visiteur à l'encontre d'un agent de l'Etablissement public fera systématiquement l'objet de poursuites conformément aux dispositions du code pénal.

Article 32 : L'Etablissement public ne pourra être tenu responsable des accidents résultant des infractions au présent règlement.

Article 33 : Les réclamations et observations des visiteurs sont à adresser à l'adresse électronique suivante : <https://www.chateauversailles.fr/contact>

Article 34 : Le président de l'Etablissement public et les agents en poste sont chargés de l'application du présent règlement qui est porté à la connaissance du public par voie d'affichage et par tout autre moyen.

Fait à Versailles, le 26 mars 2026

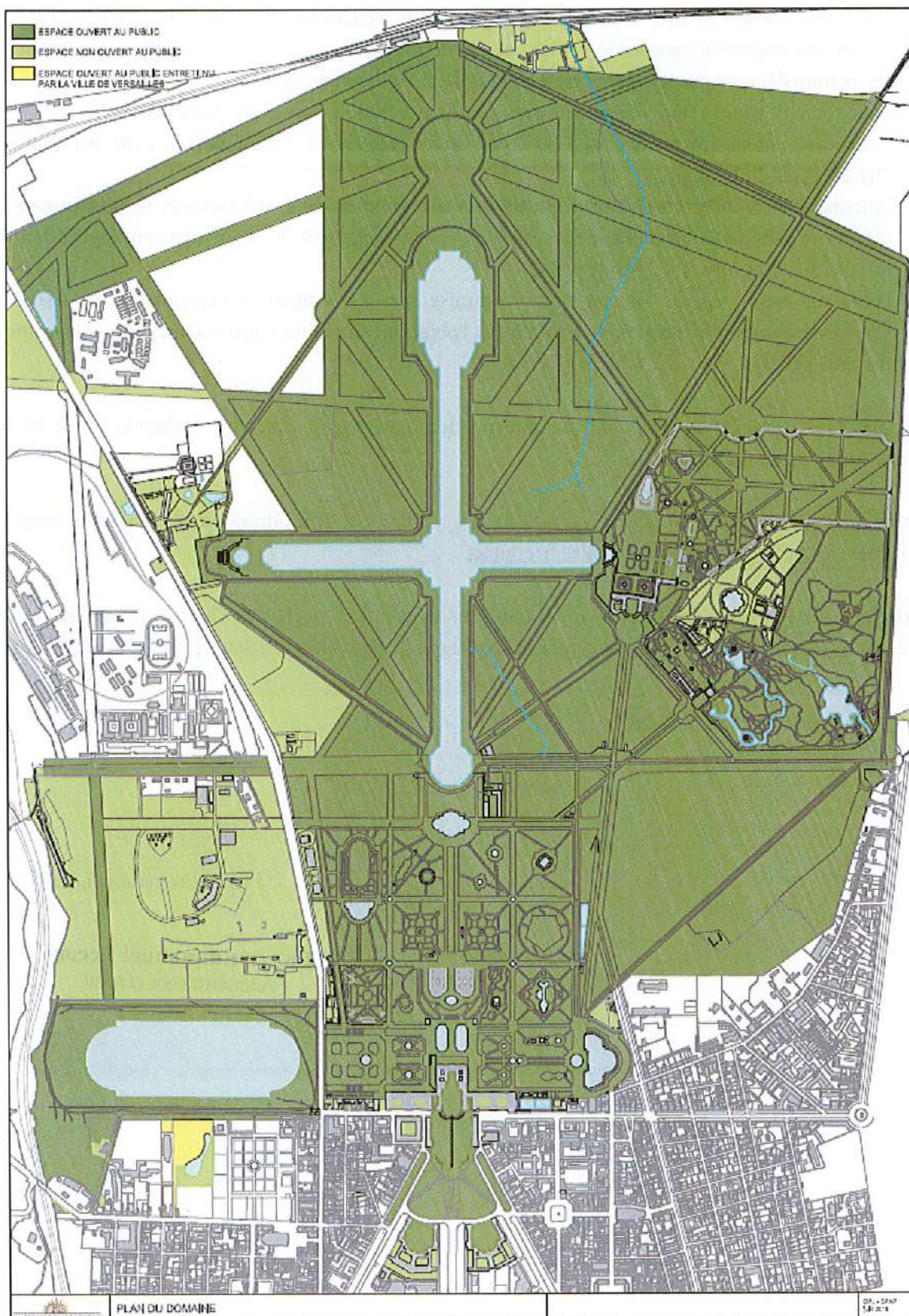


Pierre-Emmanuel Lecerf

Pierre-Emmanuel Lecerf
Administrateur général

Annexe 1

PLAN DES ESPACES DU DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES ET DE TRIANON OUVERTS AU PUBLIC



Annexe 2

HORAIRES DE VISITE DU DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES ET DE TRIANON

	BASSE SAISON	HAUTE SAISON
DATES	1er NOVEMBRE AU 31 MARS	1er AVRIL AU 30 OCTOBRE
JARDINS	08h00 -18h00	08h00 -20h30 *
PARC	08h00 -18h00	07h00 -17h50 (véhicules) / 20h30 (piétons et cyclistes)

L'entrée des piétons dans le domaine est arrêtée 30 minutes avant l'heure de fermeture indiquée sur les accès.

*Sauf évènement exceptionnel ou intempérie

Le public est invité à se diriger vers la sortie la plus proche de telle sorte que le dernier visiteur ait quitté les lieux à l'heure de fermeture.



CHÂTEAU DE VERSAILLES

RÈGLEMENT DE VISITE ET DE CIRCULATION DU DOMAINE NATIONAL DE MARLY-LE-ROI S'APPLIQUANT ÉGALEMENT AUX ESPACES REMIS EN GESTION À L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS OUVERTS AU PUBLIC

Le président de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles par intérim,

Vu le code de la route,
Vu le code du patrimoine,
Vu le code rural et de la pêche maritime,
Vu le code forestier,
Vu le code pénal,
Vu loi n° 64-1268 du 23 décembre 1964 portant création de l'Office National des Forêts (ONF),
Vu le décret n° 2010-1367 du 11 novembre 2010 modifié relatif à l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles (EPV),
Vu le décret du 21 février 2024 portant nomination du président de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,
Vu le décret n° 2025-582 du 27 juin 2025 relatif aux espaces sans tabac et à la lutte contre la vente aux mineurs des produits du tabac et du vapotage,
Vu l'arrêté du 16 mars 1955 modifié relatif à l'interdiction de la divagation des chiens,
Vu l'arrêté du 27 avril 1999 modifié pris pour l'application de l'article 211-1 du code rural et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, faisant l'objet des mesures prévues aux articles 211-1 à 211-5 du même code,
Vu l'arrêté du 3 décembre 2020 relatif à la définition des scénarios standard nationaux et fixant les conditions applicables aux missions d'aéronefs civils sans équipage à bord exclues du champ d'application du règlement (UE) 2018/1139,
Vu l'arrêté du 3 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs sans équipage à bord,
Vu l'arrêté du 21 juillet 2025 fixant les périmètres et les modèles de signalisation prévus respectivement aux articles R. 3512-2 et R. 3512-7 du code de la santé publique,
Vu la convention d'utilisation du 30 juin 2011 modifiée mettant à la disposition de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles divers immeubles de l'Etat,
Vu l'avis du comité social d'administration de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles du 12 février 2026,
Vu la délibération n°2026-I-7 du conseil d'administration de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles du 10 mars 2026,
Vu les décisions du Directeur Territorial ONF d'Ile de France Nord-Ouest du 14 décembre 2009 et du 1^{er} octobre 2012, l'accord du Directeur de l'agence territoriale de Versailles du 14 novembre 2014, l'accord du Directeur de l'agence territoriale Ile-de-France Ouest du 15 février 2019 et les accords du

Chargé de gestion foncière ONF (Agence territoriale Ile-de-France Ouest) du 18 juin 2024 et du 9 janvier 2026 autorisant l'application du présent règlement aux espaces remis en gestion à l'ONF et ainsi autorisant le président de l'Etablissement et tout agent assermenté de l'EPV à dresser des procès verbaux sur ces espaces,

Vu le règlement sanitaire départemental des Yvelines,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le présent règlement a pour objet d'informer les visiteurs des conditions dans lesquelles ils peuvent visiter le Domaine national de Marly-le-Roi, -attribué au ministère de la Culture et mis à disposition de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles (EPV) par la convention d'utilisation du 30 juin 2011 modifiée-, ainsi que les espaces remis en gestion à l'Office National des Forêts (ONF) et ouverts au public (ci-après dénommés conjointement le « Domaine » et identifiés au sein du plan en annexe 2). Ce règlement est destiné à assurer la sécurité des personnes et des biens, la préservation du site et la qualité de la visite.

Un dispositif d'accueil et de surveillance est organisé sur le Domaine afin d'informer les visiteurs et les assister en cas de difficulté.

Les agents d'accueil et de surveillance sont chargés de veiller au respect du règlement de visite. Les agents assermentés peuvent dresser des procès-verbaux en cas d'infraction au présent règlement.

TITRE I – PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 2 : Le présent règlement est applicable aux visiteurs du Domaine et, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées :

- 1 - aux personnes ou groupements autorisés à utiliser certains espaces pour des activités commerciales ou non commerciales, des réunions, réceptions, conférences, concerts, spectacles, cérémonies ou interventions diverses ;
- 2 - à toutes personnes étrangères à l'EPV et à l'ONF présentes dans l'enceinte du Domaine, même pour des motifs professionnels.

Article 3 : Les heures d'ouverture et de fermeture au public du Domaine sont fixées par décision du président de l'EPV, en accord avec le directeur de l'agence territoriale Ile-de-France Ouest pour les espaces remis en gestion à ce dernier, et affichées aux entrées du Domaine (cf. annexe 1).

Article 4 : Si les circonstances l'exigent, le président de l'EPV se réserve le droit :

- De fermer le Domaine au public. Il en informe le directeur de l'agence territoriale Ile-de-France Ouest.
- De modifier le circuit de circulation et/ou les horaires d'ouverture et de fermeture du Domaine, en concertation avec le directeur de l'agence territoriale Ile-de-France Ouest.

Article 5 : Les enfants visitant le Domaine restent placés sous l'entière responsabilité des adultes qui les accompagnent.

TITRE II - COMPORTEMENT GENERAL

Article 6 : Une parfaite correction est exigée tant vis-à-vis du personnel du Domaine que de toute personne présente dans le Domaine. Toute menace, violence, voie de fait, injure, diffamation ou tout outrage dont les personnels de l'EPV pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions donne lieu à poursuites.

A l'intérieur du Domaine, il est interdit :

- 1 - d'apposer des affiches ou des écriteaux mobiles et extérieurement, d'en apposer sur les murs et les grilles qui l'entourent, sauf autorisation écrite préalable du président de l'EPV ;
- 2 - de quêter ou d'effectuer des sondages ou enquêtes sans autorisation écrite préalable du président de l'EPV ;
- 3 - d'exploiter le Domaine, à quelque titre que ce soit, pour l'exercice d'une activité commerciale sans autorisation écrite préalable du président de l'EPV, de distribuer ou de vendre des imprimés, journaux, insignes et quelque objet que ce soit, à l'exception des objets ou documents vendus par les concessionnaires ou les titulaires d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;
- 4 - de déposer des déchets ou objets quelconques en dehors des corbeilles et containers réservés à cet usage ;
- 5 - de cueillir des fleurs, des fruits ou des légumes, de ramasser des champignons ;
- 6 - de chasser, tirer avec une arme quelconque, poser des pièges, lancer des pierres ou des branches, nourrir, tuer ou dénicher les oiseaux ou autres animaux, ainsi que de s'adonner à toute activité de pêche quelle qu'en soit la forme (y compris la pêche magnétique ou « pêche à l'aimant »), sans autorisation écrite préalable du président de l'EPV ;
- 7 - de laisser en liberté les animaux, les chiens devant être impérativement tenus en laisse à l'intérieur du Domaine, conformément à l'article 99-6 du règlement sanitaire départemental des Yvelines, c'est-à-dire reliés physiquement à la personne qui en a la garde, y compris dans le bois de la princesse et dans la sapinière, à l'exception des autres espaces boisés au sein desquels ils peuvent évoluer librement sous la responsabilité de leur propriétaire (sauf pendant la période du 15 avril au 30 juin, telle que définie par l'arrêté du 16 mars 1955 modifié, où il est interdit de promener les chiens non tenus en laisse en dehors des allées forestières), à condition de ne pas poursuivre la faune sauvage et de ne provoquer aucune gêne aux autres usagers, auquel cas, les agents d'accueil et de surveillance du Domaine peuvent exiger le maintien en laisse des chiens au sein de ces espaces. De manière générale et conformément à l'article 99.6 du règlement sanitaire départemental des Yvelines, « les chiens ne peuvent circuler dans les lieux ouverts au public qu'autant qu'ils sont tenus en laisse. ». Les propriétaires d'animaux sont responsables des souillures occasionnées dans les espaces publics et doivent, le cas échéant, procéder à leur nettoyage immédiat. Les chiens dits d'attaque appartenant à la première catégorie ainsi que les chiens de garde et de défense appartenant à la deuxième catégorie, telles que définies par l'arrêté du 27 avril 1999 modifié, sont interdits dans l'enceinte du Domaine.
- 8 - de se livrer à des jeux pouvant gêner les promeneurs ou provoquer des accidents, notamment en utilisant des cerfs-volants ou en se livrant à des activités de glisse aéro-tractée. Toutefois, les jeux de ballon, sous réserve qu'ils ne provoquent aucune gêne aux visiteurs et qu'ils ne dégradent en aucune manière le Domaine, sont tolérés.
- 9 - de se livrer à des activités bruyantes, -à l'exception des animations autorisées par le président de l'EPV-, en produisant des bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur forte charge informative ou leur caractère agressif, tels que ceux produits par :

- Les cris et les chants de toute nature, notamment publicitaires, les émissions vocales et musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore ;
 - L'usage d'instruments de musique, sifflets, sirènes ou appareils analogues ainsi que de jouets ou objets bruyants ;
 - L'usage de tous appareils à diffusion sonore, à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement avec des écouteurs. L'usage des appareils à diffusion sonore est néanmoins toléré dans le cadre de l'écoute et/ou de la visualisation des contenus mis à disposition des visiteurs par l'EPV ou via des applications spécifiques développées en partenariat avec l'EPV ;
 - Les tirs de pétards, artifices, et tous autres engins, objets et dispositifs bruyants similaires ;
- 10 - d'introduire et d'utiliser sans autorisation écrite préalable du président de l'EPV tout modèle réduit, roulant, flottant ou aérien, ainsi que tout aéronef télépiloté, y compris tout drone de loisir, tel que défini par les deux arrêtés du 3 décembre 2020 susvisés. Par exception à ce qui précède, les modèles réduits flottants peuvent être utilisés sur le bassin rond du grand jet, sauf quand ce dernier est activé.
- 11 - d'introduire et d'utiliser tout appareil de détection de métaux ;
- 12 - d'introduire tout objet ou substance illicite ;
- 13 - de circuler dans une tenue susceptible d'engendrer un trouble à la tranquillité publique. Il est en particulier interdit de circuler dans le domaine déchaussé ou torse nu.
- 14 - d'allumer du feu et de camper ;
- 15 - de procéder sans autorisation préalable et écrite du président de l'EPV à des prises de vue photographiques ou vidéographiques nécessitant l'emploi d'un appareil sur pied ou de sources particulières d'éclairage, à des tournages de films, à des enregistrements d'émissions radiophoniques ou de télévision, à des prises de vue photographiques ou vidéographiques réalisées à des fins professionnelles, publicitaires/de mode, et plus généralement à des fins à caractère commercial. Pour les œuvres exposées au sein du Domaine et encore soumises au droit d'auteur en application du code de la propriété intellectuelle, il est interdit de procéder à des prises de vues photographiques ou vidéographiques sans l'accord écrit préalable du président de l'EPV, sauf dans les cas d'exception au droit d'auteur limitativement prévus à l'article L122-5 du code de la propriété intellectuelle. L'exécution de copies d'œuvres dans le Domaine nécessite une autorisation écrite préalable du président de l'EPV. Les bénéficiaires sont tenus de se conformer à la réglementation en vigueur et aux prescriptions particulières qui leur sont communiquées en ce qui concerne notamment la protection des œuvres à copier, le bon ordre et les droits d'auteur éventuels.
- 16 - de photographier le personnel de l'EPV et de l'ONF sans autorisation préalable des intéressés ;
- 17 - de photographier les installations et équipements techniques ;
- 18 - d'organiser une manifestation à l'intérieur du Domaine sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du président de l'EPV ou de l'ONF, selon les espaces concernés. Tout rassemblement de personnes notamment en vue de la réalisation de photographies est exclusivement toléré, à des fins strictement privées et non commerciales, dans la grande perspective et les fondations du château de Marly. Les pique-niques et repas en tout genre ne sont autorisés que dans les espaces remis en gestion à l'ONF ouverts au public et ne peuvent pas donner lieu à l'installation de matériels (chaises, tables, barbecues, etc.). L'accès en véhicule s'effectue par la Porte du Bourg.
- 19 - de consommer des boissons alcoolisées dans l'enceinte du Domaine ;
- 20 - de fumer dans le parc et le jardin du Domaine ;
- 21 - de former des rassemblements de caractère culturel ou politique ;
- 22 - de se soulager en dehors des lieux prévus à cet effet.

Article 7 : En fonction du niveau d'alerte Vigipirate, des contrôles, systématiques ou aléatoires, des bagages peuvent être organisés aux entrées du Domaine.

Lorsque les circonstances le justifient, les agents d'accueil et de surveillance peuvent demander aux visiteurs d'ouvrir leurs bagages en tout endroit du Domaine.

Les visiteurs sont tenus de se soumettre aux injonctions qui leur sont adressées par les agents d'accueil et de surveillance dans le but d'assurer le respect du présent règlement.

Les objets abandonnés peuvent être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

En cas de circonstances exceptionnelles, des dispositions d'alerte peuvent être prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties et pouvant comprendre une inspection visuelle des bagages et des vêtements par le personnel d'accueil et de surveillance.

Article 8 : Les objets trouvés dans le Domaine sont portés et centralisés au poste d'accueil, où les visiteurs sont invités à les retirer, et sont conservés pour une durée de trois mois. Passé ce délai, les objets de valeur (smartphones, appareils photo, caméras go pro ...) sont confiés au service des domaines (Direction générale des finances publiques).

Les pièces d'identité, passeports, permis de conduire français sont adressés à la police municipale de Marly-le-Roi dans les 10 jours. Les denrées périssables sont conservées jusqu'à l'heure de fermeture du Domaine puis jetées le jour même.

TITRE III - SAUVEGARDE DU DOMAINE

Article 9 : Le Domaine national de Marly, classé au titre des monuments historiques, est un site naturel fragile.

Dans l'intérêt de la protection du patrimoine qui est leur bien commun, et des équipements mis à leur disposition, il est notamment interdit aux visiteurs :

- 1 - de détériorer ou de déraciner les plantations, de cueillir des fleurs, de couper le feuillage, de mutiler les arbres et arbustes, de grimper dans les arbres ;
- 2 - de marcher, de stationner ou de s'étendre sur les gazons signalés comme interdits ou dans les parterres ;
- 3 - d'apposer toute inscription sur les murs, balustrades, treillages, rochers ou arbres, de les dégrader ou de les escalader ;
- 4 - d'apposer toute inscription sur les statues et vases, de les toucher, de les dégrader et de les escalader ou de détériorer leurs housses ;
- 5 - d'une manière générale, d'entreprendre toute action susceptible d'engendrer une dégradation du Domaine ou de ses installations techniques ou de sécurité ;
- 6 - de circuler sur les margelles ou les rebords de bassins, de pénétrer dans les bassins ou pièces d'eau, de se pencher au dessus, de s'y baigner ou d'y laisser des animaux s'y baigner, d'y jeter des pierres ou des objets, d'y pêcher ; en période de gel, de descendre sur les pièces d'eau ou bassins et d'y patiner ;
- 7- de pratiquer du ski et/ou de la luge ou toute autre activité de glisse dans l'enceinte du Domaine ;
- 8 - de s'asseoir sur les balustrades ;
- 9 - de pénétrer par effraction ou escalade dans les bâtiments ;
- 10 - de rester ou de s'introduire par effraction ou escalade dans le Domaine après la fermeture des grilles ;

- 11 - de franchir les dispositifs de protection ou de sécurité installés de façon permanente ou ponctuelle ;
- 12 - de détériorer les panneaux de signalisation ou d'en modifier le sens ;
- 13 - d'ouvrir ou de manœuvrer les plaques, robinets ou appareils nécessaires à l'entretien du Domaine et des fontaines ;
- 14 - de construire tout abri, d'installer des parasols et des tentes ;
- 15 - d'installer des jeux prenant appui sur des arbres ou des constructions ;
- 16 - de stationner tout véhicule à moteur en marche arrière, afin de protéger des gaz d'échappement les façades des bâtiments au sein du Domaine.

TITRE IV - SECURITE DU PUBLIC

Article 10 : À tout moment, pour des raisons impérieuses de sécurité ou de sûreté, des dispositions peuvent être prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties.

Article 11 : Tout accident ou incident doit être signalé dans les plus brefs délais aux agents de l'EPV en fonction dans le Domaine.

Article 12 : En cas ou de malaise ou d'accident, il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours.

Si parmi, les visiteurs, un médecin, un infirmier ou un secouriste intervient, il lui sera demandé de demeurer auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à son évacuation et il sera invité à justifier de sa qualité professionnelle à l'agent d'accueil et de surveillance présent sur les lieux et à lui laisser son nom et son adresse.

Article 13 : Tout enfant égaré est conduit au pavillon d'accueil du Domaine. La police est immédiatement informée.

TITRE V - CIRCULATIONS

Article 14 : Les services de surveillance de l'EPV peuvent effectuer un contrôle visuel du coffre de tout véhicule à l'entrée et à la sortie du Domaine.

Article 15 : L'entrée du Domaine est interdite aux caravanes, camping-cars et aux poids-lourds de plus de 3,5 tonnes, 4 mètres de hauteur et/ou 3 mètres de large, sauf autorisation écrite et préalable du président de l'EPV, hormis les véhicules spécialement aménagés sur présentation de la carte d'invalidité.

Article 16 : La circulation des véhicules dans le Domaine est soumise aux règles du code de la route et aux consignes de circulation de l'EPV, disponibles aux entrées véhiculées du Domaine et sur le site internet de l'EPV.

Article 17 : La vitesse maximale des véhicules dans le Domaine est strictement limitée à 20 km/h.

Article 18 : La circulation de tous les véhicules doit être faite dans le respect du plan de circulation en annexe 2. Sur autorisation, des véhicules peuvent être amenés à circuler sur d'autres voies dans le cadre d'interventions pour le Domaine.

Article 19 : Les conditions de circulation peuvent être temporairement ou définitivement modifiées par le président de l'EPV, dans le but de préservation du site.

Article 20 : La pratique du tout-terrain est interdite.

Article 21 : Des parcs de stationnement (cf. plan en annexe 2) sont aménagés pour les véhicules à moteur (voitures, cyclomoteurs, motos et vans). Ils sont réservés aux visiteurs du Domaine et donc aux stationnements ponctuels, le stationnement de longue durée étant interdit sous peine d'enlèvement du véhicule concerné. Le stationnement hors des heures de visite du Domaine est interdit sous peine de contravention et d'enlèvement. Il est interdit de stationner en dehors des aires de stationnement aménagées, notamment sur les pelouses, à proximité des arbres et sur les bouches d'incendie, de procéder au nettoyage, entretien, vidange et autres réparations des véhicules. Tous éléments extérieurs amenés par les visiteurs ne doivent pas être accrochés aux éléments du parc (grilles, arbres, etc.) s'ils ne sont pas expressément conçus et indiqués pour cet usage.

Le président de l'EPV se réserve le droit de faire évacuer, aux frais du propriétaire, tout véhicule en infraction.

Article 22 : L'EPV décline toute responsabilité en cas de disparition ou dommage survenu à un véhicule.

Article 23 : L'usage des bicyclettes est toléré uniquement sur les allées du Domaine, figurant sur le plan en annexe 3, dont la largeur est supérieure à 2m50, et dès lors que leur utilisation ne constitue pas un danger pour les piétons. Cet usage est strictement interdit sur tous les autres sentiers. Les agents d'accueil et de surveillance sont habilités à faire mettre pied à terre en cas de constatation d'une situation de nature à provoquer une pratique dangereuse de la bicyclette - intempéries, manifestation, etc. Compte-tenu notamment du dénivelé et de la nature du terrain dans le Domaine, il est rappelé que l'usage des bicyclettes se fait aux risques et périls de leurs utilisateurs. A proximité des bassins et des espaces patrimoniaux - comme l'ancien Château, ou le bosquet de la Comédie -, les bicyclettes doivent circuler au pas.

Deux parcs de stationnement sont aménagés pour les bicyclettes (cf. plan en annexe 3). L'accrochage des bicyclettes aux grilles ou à tous autres éléments fixes (tels que notamment les arbres) est interdit.

Article 24 : Des promenades équestres sont autorisées sur autorisation écrite préalable du président de l'EPV et sur les parcours définis en annexe 3. Sauf autorisation écrite contraire du président de l'Etablissement public, ces promenades sont strictement interdites sur tous les autres espaces du Domaine et doivent impérativement se faire au pas. Les agents d'accueil et de surveillance sont habilités à faire mettre pied à terre en cas de constatation d'une situation de nature à provoquer une pratique équestre dangereuse. Chaque cavalier doit veiller au ramassage des déjections produites par son cheval tout au long de son parcours.

Le stationnement de tout van de transport de chevaux est possible dans les parcs de stationnement mentionnés à l'article 21 et dans le respect des dispositions prévues au présent titre V.

TITRE VI - RESPECT DU REGLEMENT

Article 25 : Le public doit se conformer aux instructions et recommandations des agents du Domaine.

Article 26 : Le président de l'EPV et les agents assermentés sont habilités à dresser des procès-verbaux des infractions au présent règlement.

Article 27 : Sanctions :

- 1- Les contrevenants au titre II du présent règlement (Comportement général) pourront être expulsés du Domaine.
Les contrevenants au titre III du présent règlement (Sauvegarde du Domaine) feront l'objet de verbalisations et encourront les sanctions prévues aux articles 322-1 et suivants du code pénal.
- 2- Les contrevenants au titre V du présent règlement (Circulations) pourront être verbalisés par les agents assermentés ou par les forces de police, ou poursuivis pour non-respect du code de la route sur plainte déposée par les agents assermentés de l'EPV.
Leur véhicule pourra faire l'objet d'une mesure d'interdiction d'accès au Domaine.
Les contrevenants au titre V du présent règlement (Circulations) pourront être expulsés du Domaine.
- 3- Quiconque aura intentionnellement mutilé, dégradé ou menacé d'endommager le Domaine ou les objets destinés à son entretien et à sa mise en valeur s'exposera à des poursuites en application des articles 322-1 et suivants du code pénal.
- 4- Toute agression verbale ou physique commise par un visiteur à l'encontre d'un agent de l'EPV fera systématiquement l'objet de poursuites conformément aux dispositions du code pénal.

Article 28 : L'EPV ne pourra être tenu responsable des accidents résultant des infractions au présent règlement.

Article 29 : Les réclamations et observations des visiteurs sont à adresser à l'adresse électronique suivante : <https://www.chateauversailles.fr/contact>

Article 30 : Le président de l'EPV et les agents en poste sont chargés de l'application du présent règlement qui est porté à la connaissance du public par voie d'affichage et sur le site internet de l'EPV.

Fait à Versailles, le 26 mars 2026



Pierre-Emmanuel Lecerf
Pierre-Emmanuel Lecerf
Administrateur général

ANNEXE 1

HEURES DE VISITES DU DOMAINE DE MARLY

	BASSE SAISON	HAUTE SAISON
DATES	1er NOVEMBRE AU 31 MARS	1ER AVRIL AU 31 OCTOBRE
	08h00 -17h30 (à l'exception de la porte du bourg qui ferme à 18h00)	07h30 -19h30 (21h30 les samedis et dimanches du 2ème week-end de mai au 2ème week-end de septembre inclus)

L'entrée dans le Domaine est arrêtée 30 minutes avant la fermeture. Le public est invité par les personnels d'accueil et de surveillance à se diriger vers la sortie la plus proche de telle sorte que le dernier visiteur ait quitté les lieux à l'heure de fermeture.

ANNEXE 2

PLAN DE CIRCULATION DU DOMAINE DE MARLY

ANNEXE 3

PLAN DE CIRCULATION EQUESTRE ET VELOS DANS LE DOMAINE DE MARLY

